

# L'avènement d'une culture politique démocratique ?

JEAN-PHILIPPE BÉJA

« Hong Kong ne sera pas prête pour le suffrage universel avant 2022 car ses habitants n'ont pas encore bien compris ce qu'est l'identité nationale <sup>(1)</sup>. » Cette déclaration de Ma Lik, Président de la Democratic Alliance for the Betterment and Progress of Hong Kong (DAB), le principal parti favorable à Pékin, illustre bien le fait que la question de l'identité nationale se situe au cœur du débat politique à Hong Kong au point d'en conditionner l'évolution démocratique pourtant prévue par la Loi fondamentale.

D'ailleurs, depuis 1997, les autorités ont souvent dénoncé ce qui leur semblait « étranger » dans la culture politique de l'ancienne colonie. En 2002 par exemple, le chef de l'exécutif Tung Chee-hwa affirmait sa volonté de la transformer lorsqu'il reprochait à Martin Lee de critiquer sa gestion <sup>(2)</sup>: « Notre culture est en train de changer. Ce n'est dans l'intérêt de personne de dire sans arrêt du mal de Hong Kong <sup>(3)</sup>. » De même, les dirigeants de Pékin n'ont cessé, au cours des dix dernières années, d'affirmer que la population de Hong Kong devrait faire preuve de plus de patriotisme (en langage communiste chinois, cela signifie soutenir le Parti communiste). Le Gouvernement de la Région administrative spéciale, soucieux de plaire au Gouvernement central a donc décidé de faire diffuser régulièrement l'hymne national à la télévision.

Il est indéniable que l'identité nationale constitue un élément important de la culture politique. Il est donc utile, lorsque l'on analyse ce concept, d'étudier comment les Hongkongais envisagent cette identité. Des enquêtes sont régulièrement réalisées pour comprendre l'attitude des ressortissants de la région et elles montrent qu'ils sont pour le moins partagés. Les spécialistes se sont accordés pour définir quatre catégories d'identité : deux insistent sur la spécificité de l'appartenance à la région, Hongkongais (Heunggong yahn 香港人) et Hongkongais de Chine (Junggwok dik Heunggong yahn 中國的香港人), et deux insistent sur l'appartenance à la Chine, Chinois (Junggwok yahn 中國人) et Chinois de Hong Kong (Heunggong dik Junggwok yahn 香港的中國人).

Les résultats montrent que depuis 1997 plus de la moitié des personnes interrogées s'identifient aux deux premières catégories, ce qui signifie qu'elles attachent une grande impor-

tance à la spécificité de Hong Kong. Et même si l'on constate une augmentation assez régulière du pourcentage de ressortissants qui insistent sur leur appartenance à la Chine, ceux-ci demeurent minoritaires. Il est donc légitime, comme nous allons le faire dans cet article, d'étudier les éléments qui font la spécificité de la culture politique de Hong Kong.

## L'émergence d'une culture politique spécifique

Dès les années 1970, l'ancienne colonie britannique a vu apparaître une culture politique originale attachée à la défense des droits fondamentaux. Elle n'a cessé de se développer au cours des années 1980, et il est certain que les autorités de Pékin y ont contribué en créant la Commission pour la rédaction de la Loi fondamentale, et la Commission consultative pour la Loi fondamentale (Basic Law Drafting Committee et le Basic Law Consultative Committee) où, pour la première fois, des représentants des forces vives de la colonie ont été appelés à donner leur avis sur l'avenir politique du territoire. Ces institutions ont servi en quelque sorte d'école de participation politique, tout comme le Legco qui venait de s'ouvrir à la participation de membres élus. On peut donc dire que l'action du Gouvernement de Pékin a contribué à renforcer l'intérêt de la population pour la politique, notamment dans les classes moyennes dont l'importance ne cessait de croître dans la population.

Mais c'est sans aucun doute à l'occasion du mouvement pour la démocratie en Chine que la culture politique hongkongaise s'est vraiment cristallisée. Lorsqu'en avril 1989, les étudiants ont commencé à manifester dans les rues de Pékin, la sympathie de la population de Hong Kong a été immédiate, notamment dans la jeunesse. Et lorsque le 20 mai, le Premier ministre chinois Li Peng a proclamé la loi martiale, c'est la population entière qui a été dégrisée. Le régime de la République populaire, dont le territoire allait faire par-

1. Ambrose Leung, « Furore at DAB's Chief Tirade », *South China Morning Post*, 15 mai 2007.
2. Celui-ci avait déclaré parce qu'il accusait Tung d'avoir fait de la SAR une « poule malade » (au lieu d'une poule aux œufs d'or).
3. *South China Morning Post*, 8 février 2002.

**Tableau 1. La question de l'identité**

Date de l'enquête	Echantillon total	Echantillon partiel	Hongkongais + Hongkongais de Chine	Chinois + Chinois de Hong Kong	Autre	NSP + difficile à dire	Total
6-12/12/2006	1011	1011	54,3%	44,4%	0,6%	0,7%	100,0%
13-15/6/2006	1018	1018	59,4%	40,0%	0,3%	0,3%	100,0%
9-14/12/2005	1017	1017	51,3%	47,6%	0,0%	1,1%	100,0%
6-8/6/2005	1029	1029	45,2%	51,1%	0,5%	3,3%	100,0%
6-9/12/2004	1007	1007	49,0%	47,8%	0,4%	2,8%	100,0%
7-11/6/2004	1027	1027	49,2%	47,3%	0,4%	3,1%	100,0%
10-14/12/2003	1059	1059	48,3%	48,1%	0,3%	3,3%	100,0%
13-18/6/2003	1043	1043	55,9%	40,9%	0,7%	2,5%	100,0%
1-4/3/2003	1035	1035	50,8%	47,3%	0,3%	1,6%	100,0%
13-18/12/2002	1026	1026	52,4%	44,0%	0,6%	3,0%	100,0%
2-5/9/2002	1017	1017	50,9%	47,5%	0,4%	1,2%	100,0%
4-5/6/2002	1067	1067	50,3%	45,5%	0,4%	3,9%	100,0%
12-13/3/2002	1024	1024	50,8%	46,2%	0,0%	3,0%	100,0%
7-9/12/2001	1052	1052	52,4%	41,9%	0,3%	5,4%	100,0%
13-21/9/2001	1025	1025	54,0%	43,4%	0,4%	2,1%	100,0%
1-5/6/2001	1053	1053	54,4%	41,7%	0,0%	3,8%	100,0%
22/3-2/4/2001	1014	1014	53,1%	44,2%	0,4%	2,3%	100,0%
4-12/12/2000	1040	1040	54,7%	39,0%	0,9%	5,5%	100,0%
21-25/9/2000	1087	1087	63,8%	31,9%	0,4%	3,9%	100,0%
7-8/6/2000	1074	1074	58,4%	36,8%	0,7%	4,1%	100,0%
6-7/4/2000	570	570	60,1%	34,6%	0,2%	5,1%	100,0%
1-2/2/2000	566	566	61,5%	33,3%	0,5%	4,6%	100,0%
13-15/12/1999	529	529	59,9%	37,1%	0,2%	2,8%	100,0%
26-27/10/1999	535	535	54,9%	41,7%	0,7%	2,6%	100,0%
6/8/1999	596	596	53,6%	42,8%	0,3%	3,2%	100,0%
8/6/1999	538	538	64,9%	28,2%	0,6%	6,3%	100,0%
15/4/1999	527	527	63,4%	31,1%	0,4%	5,1%	100,0%
8-9/2/1999	513	513	61,9%	32,9%	1,2%	3,9%	100,0%
21/12/1998	544	544	63,0%	32,3%	0,6%	4,2%	100,0%
29/9/1998	517	517	62,3%	36,1%	0,4%	1,2%	100,0%
14/8/1998	526	526	54,9%	41,6%	0,2%	3,2%	100,0%
22-24/6/1998	1042	1042	48,2%	47,7%	0,4%	3,8%	100,0%
3-4/6/1998	544	544	52,8%	43,5%	0,2%	3,4%	100,0%
8-9/12/1997	500	500	58,7%	37,1%	0,2%	3,9%	100,0%
28-29/10/1997	536	536	59,2%	37,6%	0,2%	3,0%	100,0%
23-24/9/1997	512	512	60,4%	37,8%	0,2%	1,6%	100,0%
26-27/8/1997	532	532	59,7%	38,7%	0,4%	1,3%	100,0%



La foule allume des bougies en hommage aux victimes du 4 juin 1989

tie huit ans plus tard, est apparu alors dans toute sa brutalité. « Le présent de Pékin est l'avenir de Hong Kong » était l'un des slogans scandés par le million de manifestants (sur cinq millions d'habitants) descendus dans la rue le 21 mai pour protester contre l'instauration de la loi martiale à Pékin. Deux semaines plus tard, le massacre de Tiananmen a sonné le glas des espoirs des Hongkongais et une fois encore, un million d'entre eux ont participé à une grande manifestation. Le 4 juin représente un moment essentiel dans la prise de conscience politique de la population du territoire, et il a donné un élan important au mouvement pour la démocratie à Hong Kong. Il constitue un moment clé du développement de sa culture politique. Contre l'attente de bien des observateurs, cette culture a continué à se développer et à s'affirmer depuis le retour du territoire dans le giron de la mère-patrie. Elle se structure autour d'un certain nombre de dates, de principes et d'institutions. Elle constitue sans aucun doute l'un des facteurs ayant permis à la Région administrative spéciale de conserver sa spécificité malgré un environnement hostile manifesté par le refus de Pékin de faire évoluer le système vers la démocratie en dépit des promesses contenues dans les annexes I et II de la Loi fondamentale<sup>(4)</sup>.

## Le 4 juin : une date fondatrice

Dans sa déclaration citée ci-dessus regrettant que les habitants de Hong Kong n'aient pas « d'identité nationale », le Président de la DAB déplorait que « nombreux [soient] ceux qui croient encore qu'il y a eu un massacre sur la place Tiananmen en 1989 ».

Ma Lik n'a pas tort de s'en inquiéter. En effet, depuis le 4 juin 1990, chaque année et quel que soit le temps, des dizaines de milliers de personnes se réunissent pour une veillée à Victoria Park. Des Hongkongais de tous horizons viennent en famille et, comme lors de la fête de la mi-automne, allument des bougies en souvenir des victimes tombées sous les balles des soldats de l'Armée populaire de libération, écoutent les discours de Szeto Wah, le Président de l'Alliance pour le soutien au mouvement patriotique pour la démocratie fondée en mai 1989, regardent les interviews de leaders du mouvement de Tiananmen ou de Ding Zilin, la fondatrice de l'organisation des mères de Tiananmen. Tous crient des slogans pour demander la réhabilitation du mouvement, chantent les chansons qui ont accompagné les manifestations de 1989 et réaffirment leur engagement en faveur de la démocratie à Hong Kong. Il s'agit d'une sorte de rituel laïque

4. Voir l'article de Michael Davis dans ce numéro.

**Tableau 2.** Pensez-vous que le gouvernement chinois ait agi comme il le fallait lors de l'incident du 4 juin ?

Date de l'enquête	Oui	Non	NSP / Difficile à dire	Total
18-25/5/06	17,8%	63,4%	18,8%	100,0%
21-24/5/05	12,6%	62,4%	25,0%	100,0%
18-20/5/04	9,5%	66,6%	24,0%	100,0%
15-20/5/03	12,5%	61,6%	25,9%	100,0%
14-16/5/02	13,6%	53,2%	33,2%	100,0%
25-29/5/01	14,1%	56,4%	29,4%	100,0%
30-31/5/00	10,5%	60,8%	28,7%	100,0%
24/5/99	12,2%	56,8%	31,0%	100,0%
26/5/98	13,3%	55,2%	31,5%	100,0%
27/5/97	10,0%	63,1%	26,8%	100,0%
22-23/5/96	6,5%	72,1%	21,4%	100,0%
29-31/5/95	9,0%	71,9%	19,0%	100,0%
17-20/5/94	7,2%	76,7%	16,1%	100,0%
10-11/5/93	5,7%	77,1%	17,2%	100,0%

et démocratique. Les années ont passé, la Chine a changé, Hong Kong est revenu dans le giron de la mère-patrie, un chef de l'exécutif a succédé à l'autre mais la veillée du 4 juin continue à rassembler des foules conséquentes. Cette veillée constitue un élément essentiel de la culture, voire de l'identité, politiques de Hong Kong : en commémorant le souvenir de ceux qui ont donné leur vie pour la démocratie à Pékin, ils affirment leur propre attachement à cette cause. En même temps, ils expriment leur conviction selon laquelle seule l'instauration de la démocratie pourra maintenir la spécificité de la Région administrative spéciale.

Pourtant, les autorités font tout pour convaincre les habitants d'abandonner cette tradition. Il y a dix ans déjà, le chef de l'exécutif nommé par les autorités chinoises, Tung Chee-hwa, avait déclaré, à la veille de prendre ses fonctions, que la population ferait bien d'« abandonner le bagage du 4 juin » et de regarder vers l'avenir. Des rumeurs de travaux entrepris sur Victoria Park faisaient craindre que le neuvième anniversaire du massacre ne pût être célébré. Malgré cela, 50 000 personnes se sont rassemblées lors de la veillée du

**Tableau 3.** Etes-vous favorable au changement de la position officielle sur l'incident du 4 juin ?

Date de l'enquête	Oui	Non	NSP / Difficile à dire	Total
18-25/5/06	56,2%	28,1%	15,8%	100,0%
21-24/5/05	56,1%	21,0%	22,8%	100,0%
18-20/5/04	54,1%	22,6%	23,3%	100,0%
15-20/5/03	46,6%	24,1%	29,3%	100,0%
14-16/5/02	39,1%	26,6%	34,3%	100,0%
25-29/5/01	40,3%	26,3%	33,4%	100,0%
30-31/5/00	47,1%	22,2%	30,7%	100,0%
24/5/99	45,6%	21,6%	32,8%	100,0%
26/5/98	48,5%	19,0%	32,5%	100,0%
27/5/97	49,9%	18,9%	31,2%	100,0%

4 juin 1998. Pour le quinzième anniversaire en 2004, on comptait 82 000 participants<sup>(5)</sup>, soit le nombre le plus important depuis la rétrocession.

L'importance de cet événement dans la vie politique de Hong Kong est indéniable. Tous les sondages montrent que la population continue de condamner le massacre perpétré par l'Armée populaire de libération il y a 18 ans. À la question : « Pensez-vous que le Gouvernement chinois ait agi comme il le fallait lors de l'incident du 4 juin ? », le nombre de personnes qui donnent une réponse négative était de 63,1 % en 1997 et de 63,4 % en 2006. C'est le signe d'une constance remarquable.

Et la conséquence naturelle de cette condamnation est que la majorité des personnes interrogées estime que le Gouvernement chinois devrait réviser son jugement sur le mouvement de Tiananmen. On trouve même que le pourcentage de personnes favorables à cette proposition a augmenté depuis 1997 malgré le discours dominant qui tend à réduire l'importance de cet événement.

L'importance du 4 juin dans la culture politique est confirmée par les sondages sur l'attitude des citoyens à l'égard de l'Alliance pour le soutien au mouvement patriotique pour la

5. Keith Bradsher, « Hong Kong Crowds Mark Tiananmen Square Killings », *International Herald Tribune*, 5 juin 2004 ; et Klaudia Lee, « No longer Just a Vigil but a Fight », *South China Morning Post*, 5 juin 2004.

**Tableau 4. Pensez-vous qu'il faut dissoudre l'Alliance ?**

Date de l'enquête	Oui	Non	NSP / Difficile à dire	Total
18-25/5/06	21,2%	51,3%	27,5%	100,0%
21-24/5/05	18,6%	46,7%	34,7%	100,0%
18-20/5/04	15,5%	52,4%	32,1%	100,0%
15-20/5/03	17,2%	43,0%	39,8%	100,0%
14-16/5/02	17,7%	39,6%	42,6%	100,0%
25-29/5/01	14,1%	41,9%	44,0%	100,0%
30-31/5/00	12,7%	45,2%	42,1%	100,0%
24/5/99	15,4%	45,1%	39,6%	100,0%
26/5/98	12,8%	31,5%	55,7%	100,0%
27/5/97	12,9%	53,4%	33,8%	100,0%
22-23/5/96	12,3%	48,4%	39,3%	100,0%
29-31/5/95	14,3%	49,2%	36,5%	100,0%
17-20/5/94	12,2%	49,2%	38,5%	100,0%
10-11/5/93	11,5%	54,5%	34,0%	100,0%

**Tableau 5. Pensez-vous que les Hongkongais ont pour responsabilité de favoriser le développement de la démocratie en Chine ?**

Date de l'enquête	Oui	Non	NSP / Difficile à dire	Total
18-25/5/06	76,2%	16,9%	6,9%	100,0%
21-24/5/05	75,4%	12,9%	11,7%	100,0%
18-20/5/04	70,7%	15,9%	13,4%	100,0%
15-20/5/03	69,9%	16,0%	14,1%	100,0%
14-16/5/02	68,1%	15,2%	16,7%	100,0%
25-29/5/01	72,4%	15,1%	12,6%	100,0%
30-31/5/00	71,8%	12,9%	15,3%	100,0%
24/5/99	76,9%	11,4%	11,7%	100,0%
26/5/98	73,8%	11,4%	14,8%	100,0%
27/5/97	75,2%	13,4%	11,4%	100,0%
22-23/5/96	77,8%	10,4%	11,8%	100,0%
29-31/5/95	79,9%	7,3%	12,8%	100,0%
17-20/5/94	79,3%	8,4%	12,4%	100,0%
10-11/5/93	83,6%	6,1%	10,3%	100,0%

démocratie fondée en 1989 et qui, chaque année depuis cette date, organise les veillées et les actions de soutien aux démocrates chinois. Alors que les autorités avaient laissé entendre qu'elle pourrait être dissoute au lendemain de la rétrocession parce qu'elle pouvait être considérée comme « subversive », les habitants de la Région administrative spéciale n'ont cessé, depuis dix ans, de réaffirmer leur attachement à son existence. Ainsi, à la question « Pensez-vous que l'Alliance devrait être dissoute ? », plus de 40 % répondent par la négative (sauf en 1998, lorsque les autorités la dénonçaient sans cesse) et jamais plus de 20 % ne répondent par l'affirmative. Cela montre qu'une grande partie de la population fait le lien entre la condamnation du 4 juin et la possibilité concrète d'exprimer cette condamnation dans des manifestations publiques. Là encore, on a un trait important de la culture politique de la population.

Pour la grande majorité des habitants, la condamnation de la répression du mouvement de 1989 a un certain nombre de conséquences, dont notamment, le rôle particulier de la Région administrative spéciale dans la démocratisation de la Chine. Ainsi, à la question « Pensez-vous que les Hongkongais ont pour responsabilité de favoriser le développement de la démocratie en Chine ? », environ 76 % répondent par l'affirmative. Cela montre que les habitants de la Région administrative

spéciale sont bien conscients que leur culture politique est plus avancée que celle du continent, et qu'ils estiment nécessaire de l'étendre à l'ensemble de la Chine.

Ces sondages montrent que Ma Lik n'a pas tort de considérer que l'attitude à l'égard du massacre de Tiananmen constitue un élément important de la culture politique de la population de la Région administrative spéciale et que, tant qu'elle n'aura pas évolué, cette culture restera profondément différente de celle du continent (ce qu'il qualifie d'« identité nationale », comme si l'identité nationale chinoise comprenait le refus de reconnaître qu'un massacre a eu lieu à Pékin en 1989 !).

## L'importance des manifestations

Dans les 16 critères que Chris Patten avait définis pour juger de la réalité de la formule : « Un pays, deux systèmes » se trouvait la liberté de manifester<sup>(6)</sup>. En effet, à partir des années 1980, les manifestations se sont multipliées dans le territoire et sont devenues un trait caractéristique de sa culture politique. Là encore, il s'agit d'un facteur qui distingue fortement la Région administrative spéciale du continent. De l'autre côté de la rivière Shenzhen, la liberté de manifester, bien que garantie par la Constitution, n'existe pas.

« Hong Kong ne sera pas prête pour le suffrage universel avant 2020 car ses habitants n'ont pas encore bien compris ce qu'est l'identité nationale » (Ma Lik)

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1997, on compte environ 1 000 manifestations par an, soit environ trois par jour (voir Tableaux 6, 7 et 8). Ainsi, contrairement aux craintes exprimées en 1997 à la suite de l'amendement par le Legco provisoire du Public Security Act qui restreignait l'exercice du droit de manifester (en instaurant l'obligation de demander une autorisation pour les cortèges et abaissant le nombre de participants de 30 à 20 pour les meetings sans autorisation<sup>(7)</sup>) le nombre de manifestations n'a pas diminué, et ce type d'exercice s'est installé dans la Région administrative spéciale. Dans l'ensemble, les habitants estiment qu'ils jouissent d'une liberté appréciable dans ce domaine, même s'ils pensent que la situation pourrait être meilleure puisque lorsqu'on leur demande de l'apprécier, ils donnent une note allant de 6,19/10 pour la plus basse (au premier semestre de 1998) à un maximum de 7,71 (au premier semestre de 2006), la note actuelle étant de 7,48<sup>(8)</sup>.

Les raisons des manifestations varient énormément et concernent les salaires, la préservation du patrimoine, la liberté syndicale, l'instauration du suffrage universel etc. Mais l'important est que la manifestation soit considérée par l'ensemble des habitants, quelle que soit leur position politique, comme une forme naturelle et légitime d'expression des opinions. On compte deux types de manifestations. Celles qui réunissent de quelques dizaines à quelques centaines de personnes et se rendent en général devant le siège du Gouvernement. Elles sont destinées à défendre des intérêts catégoriels ou à protester contre certaines décisions de l'État. Ce sont de loin les plus nombreuses et leur caractère politique n'est pas évident. Elles représentent toutefois une particularité de la culture politique à Hong Kong, qui s'explique sans doute à la fois par l'existence d'un grand nombre d'associations constituant une société civile extrêmement vivace<sup>(9)</sup>, et par la légèreté des formalités à accomplir pour obtenir une autorisation de manifester.

L'autre type de manifestations est beaucoup plus spectaculaire et est caractéristique du degré de politisation de la population. Ce sont les immenses défilés qui mobilisent des dizaines, voire des centaines de milliers de personnes lorsqu'elles sentent qu'un aspect de leur mode de vie est menacé. Dans ces cas, ni les mises en garde du Gouvernement, ni les avertissements du Gouvernement central ne parviennent à endiguer le flux. Le meilleur exemple est sans aucun doute la grande manifestation du 1<sup>er</sup> juillet 2003 qui a rassemblé plus de 500 000 personnes, surprenant non seulement la police mais également les organisateurs qui n'attendaient pas plus de 100 000. L'introduction de la législation destinée à mettre en œuvre cet article contre la subversion est apparue comme une tentative de restriction des liber-



© Zunzi

tés et, par là même, comme une remise en cause des fondements du système qui règne à Hong Kong depuis plusieurs décennies. Le succès de ce défilé est d'autant plus étonnant qu'il a été organisé par un groupe d'avocats nouveaux venus en politique regroupés dans le Civil Human Rights Front. Cela n'a pas empêché la manifestation de se dérouler dans un calme impressionnant, ce qui montre que la population maîtrise parfaitement ce genre d'exercice. Comme cela avait été le cas en 1989, la police n'est pas intervenue, ce qui montre qu'elle n'a pas changé d'attitude depuis 1997.

D'autres manifestations de grande ampleur ont eu lieu le 1<sup>er</sup> janvier (100 000) et le 1<sup>er</sup> juillet 2004 (300 000) pour réclamer l'élection du chef de l'exécutif et du Legco au suffrage universel et pour protester contre le refus de l'Assemblée populaire nationale de l'accorder. Cette fois, si les partis favorables à la démocratie ont participé à la mobilisation, il faut noter qu'une fois encore, les associations de la société civile regroupées dans le Civil Human Rights Front ont joué un rôle essentiel dans l'organisation des défilés. L'ampleur de la participation est d'autant plus remarquable qu'en participant au défilé du 1<sup>er</sup> juillet, les manifestants savaient parfaitement que leur action déplairait à Pékin<sup>(10)</sup> et pas seulement au Gouvernement de Hong Kong qui s'était rangé à l'avis du Gouvernement central. Cela ne les a pas empêchés

6. Jean-Philippe Béja, « Un an de politique à Hong Kong : Une divine surprise ? », *Perspectives Chinoises*, n° 47, mai-juin 1998, p. 6. et « Policy Address », *South China Morning Post*, 3 octobre 1996.
7. Linda Choy et Colin Lee, « Talking Liberties », *South China Morning Post*, 21 mai 2007.
8. Sondage sur « Please use 0 - 10 to evaluate the extent of the freedom of procession and demonstration in Hong Kong. » HKU pop. site, <http://hkupop.hku.hk/>.
9. Voir l'article de Christine Loh dans ce numéro.
10. Un sondage réalisé auprès de 732 participants montre que 547 d'entre eux affirment qu'ils ont participé à la manifestation pour montrer leur mécontentement à l'égard des prises de positions récentes de Pékin. « Qi.yi 2004 wanghsang diaocha yijian tongji » (statistiques sur l'enquête effectuée par internet à propos de la manifestation du 1<sup>er</sup> juillet 2004), <http://hkupop.hku.hk/http://hkupop.hku.hk/>.

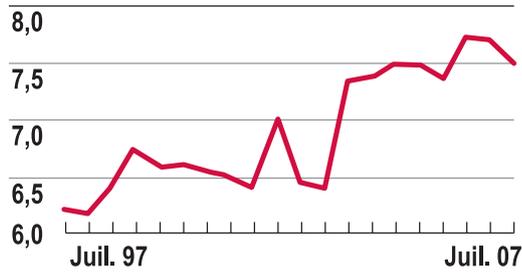
Tableaux 6, 7 et 8

Quelle est l'étendue de la liberté de parole à Hong Kong ?

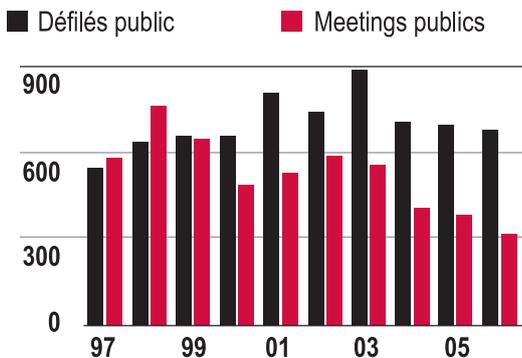
Sondage semi-annuel. Les réponses vont de 0 (aucune liberté) à 10 (liberté totale)



Quelle est l'étendue de la liberté de défilé et de manifester à Hong Kong



Nombre de meetings de protestation ou de rassemblements



Source: HKU Public Opinion Programme, HK Police.

de se déplacer en masse. On voit donc que les affirmations de Tung Chee-hwa et des autorités de Pékin selon lesquelles Hong Kong est une ville dont les habitants sont concernés essentiellement par l'état de l'économie, ne correspondent pas à la réalité. Chaque fois que le mode de vie et le sys-

tème des libertés régnant dans la Région administrative spéciale sont menacés, les habitants n'hésitent pas à descendre dans la rue. Aujourd'hui, on peut dire que la grande manifestation pour des objectifs politiques constitue une partie importante de la culture politique de Hong Kong.

On pourrait même risquer l'hypothèse selon laquelle c'est précisément parce qu'il n'y a pas d'élection de l'ensemble de l'Assemblée législative et du chef de l'exécutif au suffrage universel direct que les manifestations sont si nombreuses. En effet, étant données les contraintes imposées par la Loi fondamentale, seules les forces favorables à Pékin et aux milieux patronaux peuvent exercer le pouvoir. Aussi, les démocrates qui, lors de chacune des élections au suffrage direct qui se sont tenues depuis la rétrocession, ont obtenu environ 60 % des suffrages populaires, ne peuvent accéder au Gouvernement. Dans ces conditions, les opinions divergentes ne peuvent jamais l'emporter au Parlement, et c'est dans la rue qu'elles s'expriment, soumettant le pouvoir à des pressions qu'il est obligé de prendre en compte.

En outre, il faut bien reconnaître qu'il n'est pas rare que les manifestations parviennent à influencer les décisions du Gouvernement. Le cas de la manifestation du 1<sup>er</sup> juillet 2003 en est un bon exemple. Dès la fin juillet, le leader du Parti libéral James Tien membre du Conseil exécutif, une sorte de cabinet, démissionnait pour protester contre le refus de Tung Chee-hwa de retirer la proposition d'introduction de l'article 23 ans la législation<sup>(11)</sup> et le 5 septembre, celui-ci finissait par la retirer en affirmant : « Je pense que nous devons réexaminer toute la question. Il nous faudra à nouveau consulter largement la communauté, et tant que l'on aura pas réalisé suffisamment de consultations et obtenu assez de soutien, nous ne soumettrons pas l'article [au Legco]<sup>(12)</sup>. » Ce faisant, le chef de l'exécutif reconnaissait la légitimité de la manifestation. Le succès du défilé du 1<sup>er</sup> juillet 2004 contre le refus de Pékin d'instaurer le suffrage universel a aussi eu des conséquences importantes. En effet, en février 2005, le Gouvernement central a autorisé Tung Chee-hwa à « démissionner pour raisons de santé », reconnaissant en fait qu'il ne disposait plus d'une légitimité suffisante pour rester à son poste. Il a été remplacé par Donald Tsang, alors secrétaire de l'administration issu de la fonction publique coloniale et jouissant d'une bien plus grande popularité. Ainsi, l'expérience de la dernière décennie montre que les manifestations constituent un moyen efficace permettant aux citoyens

11. James Tien in *Letter to Hong Kong*, RTHK Radio 3, 27 juillet 2003.

12. Philip Pan, « Hong Kong Chief Drops Unpopular Security Bill », *Washington Post*, 6 septembre 2003.

d'exercer une influence sur l'évolution politique de la région. Elles constituent aujourd'hui un élément important de sa culture politique.

## Engagement en faveur de la démocratie et participation aux élections

Bien qu'à chaque occasion ils réclament l'instauration d'une démocratie complète, les citoyens accordent une grande importance à la participation politique institutionnalisée. C'est un autre aspect important de la culture politique de la Région administrative spéciale. Les sondages effectués régulièrement montrent que les Hongkongais ne sont pas très satisfaits du degré de démocratie de la Région administrative spéciale, et qu'ils semblent penser que celui-ci s'est dégradé depuis la rétrocession. Ainsi, alors que la note donnée en juin 1997 à la veille de la date fatidique était de 6,7, elle n'a jamais retrouvé ce niveau. La plus élevée au cours de la dernière décennie est de 6,45 en mars 1999 (6,08 en février 2007) et la plus basse est de 5,59 en juillet 2003<sup>(13)</sup>.

Malgré (ou peut-être à cause de) ce piètre résultat, les Hongkongais expriment un grand intérêt pour les campagnes et les débats politiques. Ainsi, en mars 2007, les deux débats qui ont opposé le candidat du camp démocrate, le membre du Civic Party Alan Leong, au sortant Donald Tsang pour l'élection au poste de chef de l'exécutif, ont chacun été suivi par deux millions de téléspectateurs sur une population totale de sept millions d'habitants<sup>(14)</sup>. Même si l'issue ne faisait aucun doute puisque Allen Leong ne pouvait obtenir plus de 132 voix sur les 800 que compte le Comité de nomination, cela a fourni aux démocrates l'occasion d'interpeller le chef de l'exécutif, et de le forcer à défendre son bilan et son projet. Il est ainsi descendu de son piédestal et a dû se justifier devant les citoyens, même si ceux-ci ne sont pas des électeurs. Cela marque sans aucun doute un pas en avant dans la culture politique de Hong Kong et le chef de l'exécutif réélu l'a du reste reconnu puisqu'il affirmait dans son blog, à l'issue du débat : « La question n'est pas qui a gagné ou qui a perdu. Le résultat c'est que nous [Mr Leong et moi] avons contribué chacun à notre façon au développement politique de Hong Kong<sup>(15)</sup>. » Il y a fort à parier en effet que, quelle que soit la volonté de Pékin, la prochaine élection du chef de l'exécutif devra être disputée, et comporter un débat entre les postulants. L'intérêt manifesté par la population pour ces débats télévisés montre que la culture politique de la Région administrative spéciale présente de nombreuses similitudes avec celle des démocraties occidentales.

Un autre élément la rapproche de ses homologues : la participation aux élections, un phénomène pourtant relativement récent puisque les premières élections au suffrage universel n'ont eu lieu qu'en 1991. Celle-ci est, elle aussi, devenue partie intégrante de cette culture. Au cours des dix années écoulées depuis la rétrocession, elle a connu une progression irrégulière : de 53,29 %, un record, en 1998<sup>(16)</sup>, en passant par 43,6 %, en 2000<sup>(17)</sup>, à un pic de 55,6 % en 2004<sup>(18)</sup>. On peut noter que la participation est d'autant plus importante que la situation politique est tendue. Ainsi, en 1998, au lendemain de la rétrocession, comme il était important de montrer son attachement aux élections, les citoyens se sont rendus massivement aux urnes. En 2000 au contraire, aucun problème politique urgent ne se posait, la population était plutôt déprimée et la participation a été relativement faible. En 2004 au contraire, un an après la grande manifestation contre l'article 23 et au lendemain d'une grande manifestation contre les restrictions imposées par le Gouvernement central à la démocratisation du système<sup>(19)</sup>, les électeurs se sont déplacés en masse. Et cela malgré les attaques violentes lancées par les autorités de Pékin relayées par leurs porte-parole à Hong Kong contre les démocrates accusés de n'être pas des patriotes<sup>(20)</sup>.

La participation aux élections est donc de plus en plus une caractéristique de la culture politique de Hong Kong. Mais on note un autre trait de cette culture : en effet, depuis qu'il y a des élections au suffrage universel au Legco, les candidats du camp démocratique, favorables à l'instauration du suffrage universel et soucieux de lutter pour le maintien de l'autonomie de la Région administrative spéciale face à Pékin, ont toujours obtenu environ 60 % des suffrages, avec un maximum de 64,7 % des voix en 1991, et un minimum de 57,16 % en 2000 (60,63 % en 2004)<sup>(21)</sup>. Cela montre que cette force politique emporte l'adhésion d'une large ma-

13. « If you were to use 0-10 to evaluate whether Hong Kong is a democratic society, with 10 indicating absolutely democratic, 0 indicating absolutely autocratic, 5 indicating half-half, how would you rate Hong Kong ? », HKU Popsite, <http://hkupop.hku.hk/>.
14. Edward Cody, « Tsang Re-Elected as Hong Kong's Leader », *Washington Post*, 25 mars 2007.
15. Cité in Denise Hung, « Tsang's Change of Tactics Puts Leong on the Spot in TV Election Debate », *South China Morning Post*, 16 mars 2007.
16. Voir Jean-Philippe Béja, « Un an de politique à Hong Kong : Une divine surprise ? », *art. cit.*
17. Chris Yeung, « Slicing up the Political Pie », *South China Morning Post*, 12 septembre 2000.
18. Jean-Philippe Béja et F. Cini, « Hong Kong en liberté surveillée », *Politique Internationale*, n° 106, hiver 2004-2005, p. 434.
19. Christine Loh, « Hong Kong's Relations with China : the Future of "One Country, Two Systems" », *Social Research*, vol. 73, n° 1, printemps 2006, p. 301.
20. *China Daily*, Hong Kong edition, 5 mars 2004.
21. Ma Ngok, « La démocratie dans l'impasse à Hong Kong », *Perspectives Chinoises*, n° 86, novembre-décembre 2004, p. 50.

jeunesse de la population qui tient à défendre la spécificité du système politique et est favorable à la démocratisation.

La légitimité du suffrage universel est si bien entrée dans la culture politique de la Région administrative spéciale que les partis représentant les milieux d'affaires qui, traditionnellement préféraient présenter des candidats uniquement dans les collèges socioprofessionnels, en ont présenté dans les circonscriptions géographiques en 2004, montrant ainsi qu'eux-mêmes pensaient que la légitimité du suffrage universel était supérieure à celle fournie par des petits groupes de membres des élites. Les dirigeants du Parti libéral, James Tien et Selina Chow qui ont osé affronter les électeurs ont du reste été élus. De même, les forces favorables à Pékin, pourtant hostiles à la « démocratie bourgeoise », ont fondé un parti qui présente régulièrement des candidats dans les circonscriptions géographiques et a remporté neuf sièges (sur 30) aux dernières élections<sup>(22)</sup>, devenant le premier parti de la Région administrative spéciale. Ainsi, même s'ils continuent d'affirmer que la population n'est pas suffisamment mûre pour élire ses dirigeants au suffrage universel direct, les représentants des forces conservatrices ou favorables à Pékin légitiment ce mode de sélection des élites qui est maintenant devenu un élément essentiel de la culture politique de Hong Kong.

La nécessité de présenter des candidats aux élections a conduit les forces politiques présentes dans la région à s'organiser en partis qui manquent toutefois de maturité et ne sont pas implantés profondément dans la vie politique de Hong Kong. Ils n'existent que depuis 1991 pour le plus ancien (l'UDHK, l'Union des démocrates de Hong Kong) mais dès 1992, les forces prochinoises ont créé la Democratic Alliance for the Betterment of Hong Kong. Ce parti est celui qui dispose du plus grand nombre de membres (9 919 selon les chiffres officiels<sup>(23)</sup> tandis que le Parti démocrate n'en compte que 631<sup>(24)</sup>). Le camp démocratique n'est pas parvenu à fonder une organisation unie, et il reste divisé en trois partis.

Toutefois, malgré leur histoire extrêmement courte et leur manque de maturité, les partis occupent une place importante dans la culture politique de la région. Même si le nombre de leurs adhérents reste très faible, les sondages montrent que la population juge qu'ils jouent un rôle important puisque le degré de soutien qu'ils obtiennent varie de 48 à 51 %<sup>(25)</sup>. Surtout, les citoyens les connaissent, et 89 % des personnes interrogées savent ce qu'est le Parti démocrate, 85,1 % la DAB, et 71,5 % le Civic Party<sup>(26)</sup> qui n'avait pourtant que deux ans d'existence lors du sondage cité. On voit que, là encore, la culture politique de Hong Kong est proche de celle qui règne dans les autres démocraties.

Nous nous sommes intéressés dans cet article aux spécificités de la culture politique de Hong Kong. Celles-ci se sont maintenues et renforcées au cours de la décennie qui s'est écoulée depuis le retour du territoire dans le giron de la mère-patrie. Dix ans d'intégration dans le sein de la République populaire ne l'ont pas transformée profondément. Au contraire, elle n'a cessé de se renforcer. Cela s'explique naturellement par le fait que, dans l'ensemble, la formule « un pays, deux systèmes » a relativement bien fonctionné. Le Parti communiste chinois n'a toujours pas pignon sur rue, le système politique, le système juridique restent fort différents de leurs homologues chinois, Hong Kong jouissant des libertés fondamentales garanties par un système judiciaire fondamentalement indépendant. Toutefois, le fait que Pékin joue un rôle important dans les décisions qui concernent l'évolution du territoire a provoqué le renforcement de certaines spécificités de la culture politique de Hong Kong. Le Gouvernement central s'étant constamment opposé à l'instauration du suffrage universel pour les élections politiques, les ressortissants de la Région administrative spéciale ont recouru abondamment aux manifestations pour exprimer leurs revendications. Chaque fois, celles-ci ont été provoquées par des décisions du Gouvernement central, et ont été dirigées contre le Gouvernement de Hong Kong. La manifestation constitue donc aujourd'hui un élément (anormalement ?) important de la culture politique de la Région administrative spéciale. De même, la veillée organisée chaque 4 juin pour commémorer la répression de la démocratie en Chine, constitue un moment essentiel de l'affirmation de la spécificité de la culture politique de la région.

On peut donc conclure avec Joseph Man Chan et Francis Lee que « les Hongkongais se considèrent comme appartenant à une communauté culturelle chinoise mais ils ont plus de mal à se considérer comme une communauté politique dirigée par le Gouvernement chinois<sup>(27)</sup>. » •

22. <http://www.dab.org.hk/en/main.jsp?content=category-content.jsp&categoryId=1055> accédé le 22 mai 2007.

23. <http://www.dab.org.hk/en/main.jsp?content=category-content.jsp&categoryId=1019>.

24. <http://www.dphk.org/2003/basicinfo/index.asp?iCommentID=146>.

25. « Rating of Top Ten Political Groups », <http://hkupop.hku.hk/>.

26. *Ibid.*

27. Francis L. F. Lee et Joseph Man Chan, « Political Attitudes, Political Participation, and Hong Kong Identities after 1997 », *Issues and Studies*, vol. 41, n° 2, p.15.